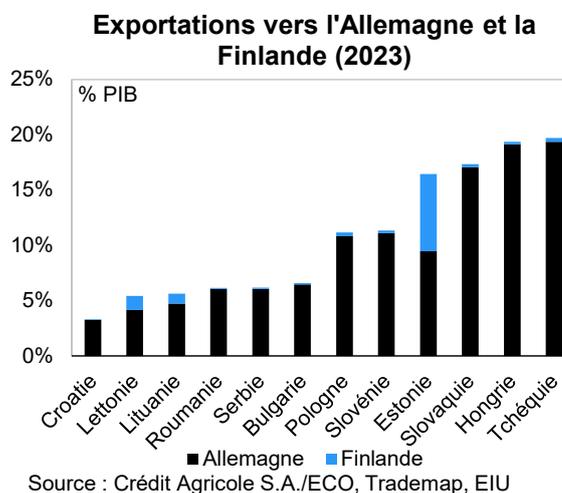


# Perspectives

N°25/020 – 23 janvier 2025

## PAYS BALTES – Une année 2025 sous le signe des tensions géopolitiques

La (sous-)performance de l'économie allemande demeure un élément de contexte « macro-économique » prépondérant pour les économies de la zone. Selon les toutes dernières estimations de l'office statistique fédéral, l'économie allemande s'est contractée pour la seconde année consécutive en 2024 (-0,2% après -0,3% en 2023). Un autre partenaire important pour les pays baltes est également à la peine, à savoir la Finlande : en 2023 son PIB s'était contracté de 1,2% et en 2024, si les chiffres ne sont pas encore connus, le pays pourrait être rien de moins que le pire performeur de la zone euro. En attendant les redémarrages allemand et finlandais, la contribution de la demande extérieure à la croissance des pays baltes continuera d'être poussive. Ces difficultés constituent un contexte macro-économique fort pour l'ensemble de la région, même s'il est évident qu'elles trouvent également leurs origines dans le contexte géopolitique européen, surtout par le biais énergétique pour l'Allemagne et par celui du commerce avec la Russie pour la Finlande.



**Par-delà ce contexte, 2025 s'annonce comme une année pendant laquelle les économies baltes seront fortement travaillées par leur environnement géopolitique immédiat.**

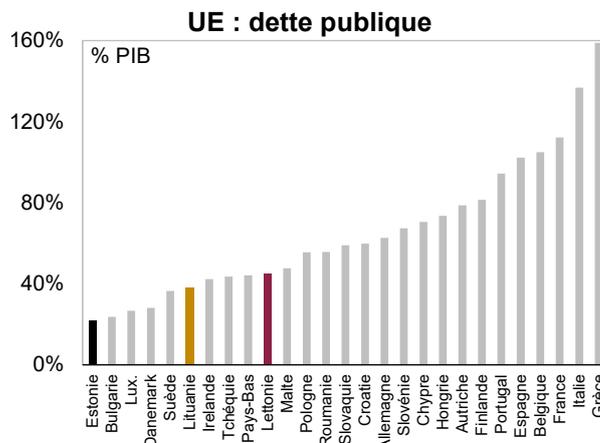
**Dans les pays baltes et en Pologne, la perception de la menace russe continue de se renforcer.** Fin 2024, les pays baltes et nordiques semblent avoir subi un certain nombre d'actes de sabotage : en novembre, deux câbles télécoms ont été endommagés en mer Baltique (l'un reliant la Finlande à l'Allemagne et l'autre la Suède à la Lituanie). En décembre, c'est l'une des deux interconnexions électriques (*EstLink 2*) entre la Finlande et l'Estonie qui a été rompue. Selon les déclarations des autorités finlandaises<sup>1</sup>, d'autres infrastructures reliant les deux pays étaient visées par le même navire, à savoir la seconde interconnexion électrique (*EstLink 1*) et un gazoduc (*BalticConnector*). Ces actes sont interprétés par les pays de la région comme faisant partie d'une guerre hybride menée par la Russie dans le contexte de la guerre en Ukraine, mais également comme un signe de l'agressivité russe à leur égard, au-delà de ce seul conflit. C'est donc bien une menace existentielle à laquelle se sentent confrontées ces sociétés.

**Cette perception impose le thème sécuritaire comme priorité budgétaire et installe un modèle global de défense.**

<sup>1</sup> Sur la base des interrogatoires des membres d'équipages du navire saisi par les autorités finlandaise, le Eagle S.

**Pour commencer, l'ensemble des pays de la zone fournissent un effort budgétaire important pour leur défense** : en tête, la Pologne devrait dépenser 4,12% de son PIB pour la défense en 2024<sup>2</sup>, suivent ensuite l'Estonie à 3,4%, et la Lettonie et la Lituanie, toutes deux à 3,2%. Tous entendent fournir des efforts supplémentaires en 2025. Les quatre pays ont entamé des travaux pour fortifier leurs frontières avec la Russie et la Biélorussie. Au budget de défense s'ajoute le soutien à l'Ukraine : les pays baltes visent un soutien équivalent à 0,25% de leur PIB chaque année.

**Si aujourd'hui la Pologne est prête à supporter un important déficit budgétaire pour financer cet effort, ce n'est pas le cas des pays baltes, malgré un endettement relativement faible.** Ainsi, pour le financement de la défense en 2025, le nouveau gouvernement estonien prépare d'importantes coupes budgétaires et hausses de taxes, malgré la fragilité de la demande intérieure et l'absence de relais externes. La Lettonie devrait, quant à elle, mettre en place en 2025 une taxe sur les profits des banques dans l'espoir de récolter 263 millions d'euros sur trois ans. En Lituanie, l'impôt sur les sociétés et la taxe sur la vente d'alcool ont été relevés, la contribution des banques introduite en 2024 a été rendue permanente et une contribution prélevée sur les contrats d'assurance-vie a été introduite, tout ça dans le cadre du paquet législatif sur la défense. Les efforts devraient aller encore plus loin car si la Lituanie a formellement prévu de consacrer 3% de son PIB à la défense en 2025, les aspirations du nouveau gouvernement s'élèvent à 4%, voire 5,5% pour le président. Début janvier 2025, le ministre des Finances a donc déclaré qu'une refonte systématique de la structure des revenus du gouvernement serait nécessaire pour financer la défense du pays. Vilnius prévoit par ailleurs d'emprunter plus pour financer ses objectifs sécuritaires.



Source : Crédit Agricole S.A./ECO, FMI

**Au-delà de l'effort financier strictement rattaché au budget de la défense, la posture sécuritaire de ces pays s'étend à de nombreux champs de décisions.**

**En Estonie, les actes de sabotage posent la question de la sécurité énergétique** : celle-ci ne devrait pas être immédiatement menacée par la coupure d'*EstLink 2*<sup>3</sup>. Malgré tout, la diminution de la capacité d'échange avec la Finlande devrait avoir un impact en termes de coût de l'électricité même s'il demeure difficile à mesurer. Cela intervient dans le contexte où les pays baltes ont avancé d'un an leur départ du réseau électrique hérité de l'Union soviétique (BRELL, connectant Russie, Biélorussie et pays baltes), départ désormais prévu pour le 7 février 2025 et qui devrait entraîner une hausse modeste des prix de l'électricité<sup>4</sup>. Néanmoins, le risque de nouveaux sabotages impose également à l'Estonie le coût de l'incertitude et d'une posture favorisant la résilience : début 2025, le pays a donc mis de côté 100 millions d'euros pour la construction d'une centrale à gaz de secours. Enfin, alors que le pays tente par l'installation de capacités renouvelables<sup>5</sup> de se défaire de son statut d'économie parmi les plus intensives en carbone d'Europe, la crainte pour la sécurité énergétique a rouvert le débat sur les capacités locales d'extraction de pétrole de schiste. En effet, Tallinn a longtemps assuré son indépendance énergétique grâce à l'extraction locale, ce qu'elle devait progressivement abandonner (à horizon 2029 grâce à la mise en ligne de centrales à gaz) pour répondre à ses objectifs climatiques. Le parti centriste d'opposition en appelle désormais au réinvestissement dans ces capacités d'extraction au nom de la sécurité énergétique pour pouvoir maintenir cette ressource pour au moins vingt ans.

**En Lettonie et en Lituanie, le coût des tensions géopolitiques se compte également dans les choix de politique étrangère.** En plus de l'application des sanctions décidées par l'UE, ces pays imposent leurs propres sanctions, d'autant qu'ils ont pu, au début de la guerre, servir de lieu de contournement en faveur de Moscou. Ainsi, la Lettonie a été le premier pays à interdire les importations de nourriture depuis la Russie. Le pays pourrait aller plus loin et sa banque centrale a chiffré le coût d'un arrêt total du commerce avec Moscou (il serait de 2% du PIB). En Lituanie, le gouvernement précédent avait mis en place une

<sup>2</sup> Le gouvernement de Donald Tusk s'est d'ailleurs rallié à la position du président élu américain réclamant que les pays de l'OTAN convergent vers une valeur de 5 % du PIB.

<sup>3</sup> Notamment grâce au récent développement d'importantes capacités renouvelables, surtout dans l'éolien.

<sup>4</sup> Entre 50 centimes et 1 euro par mois et par foyer.

<sup>5</sup> Le pays envisage également à horizon 2040 l'installation de deux réacteurs nucléaires d'une capacité de 300 MW chacun.

interdiction d'exporter des biens à double usage, Union européenne et quelques pays partenaires exceptés. Face à la perte potentielle pour son secteur *high tech* (estimée à 250 millions d'euros de chiffre d'affaires par an<sup>6</sup>) le nouveau gouvernement devrait alléger ces mesures. Il faut également noter que la Lituanie a été ces dernières années le pays à prendre le plus de risques économiques dans son soutien à Taïwan, au prix de représailles chinoises à son encontre. Cette posture n'est pas sans liens avec la façon dont sa propre situation géopolitique travaille l'opinion publique et la classe politique lituanienne.

**Enfin, pour des économies qui font face à un contexte démographique parmi les plus tendus au monde, ce modèle a également un coût humain :** l'Estonie n'a jamais abandonné le service militaire obligatoire et redouble d'efforts pour atteindre son objectif annuel en termes d'effectifs (l'objectif fixé est d'enrôler chaque année 4 000 soldats sur une cohorte d'un peu plus de 9 000 jeunes hommes, soit environ 40% pour une durée de huit à onze mois). La Lituanie et la Lettonie ont rétabli une mobilisation partielle depuis 2015 et 2022 respectivement. Celles-ci montent toujours en puissance en termes de nombre de personnes mobilisées chaque année.

**✓ Notre opinion –** *Dans ce contexte de tension, les États baltes vont devoir naviguer entre deux grands courants de politique étrangère en 2025 : la question de la « paix » en Ukraine et leur relation avec les États-Unis, les deux étant bien-sûr liés.*

*En ce qui concerne la « paix », celle-ci est entre guillemets car c'est bien le terme utilisé par Donald Trump (ou Viktor Orban), mais tout l'enjeu sera de savoir s'il s'agit véritablement d'une paix, donc un accord comprenant une architecture de sécurité permettant aux États de la région de relaxer leur posture de défense<sup>7</sup>, ou bien d'une simple cessation des combats. Tout sera question d'interprétation, car la sensibilité des États baltes et de la Pologne sur la question de l'agressivité russe les rendra particulièrement regardants. En réalité, il existe une multitude de scénarii qui seront interprétés comme relevant du second type d'accord, et qui mèneront à un raidissement encore plus prononcé des postures défensives de ces pays. À l'inverse, très peu de combinaisons pourraient donner à ces capitales un sentiment véritable de sécurité.*

*Le plus difficile pour ces petits États sera de peser sur les choix américains qui compte pour beaucoup dans ces équations.*

Article publié le 17 janvier 2025 dans notre hebdomadaire [Monde – L'actualité de la semaine](#)

<sup>6</sup> Équivalent à environ 0,3 % du PIB 2023.

<sup>7</sup> Indépendamment de la question d'une hypothétique reprise des relations économiques ou diplomatiques avec la Russie.

Consultez nos dernières parutions en accès libre sur Internet :

Date	Titre	Thème
23/01/2025	<u>K-Drama à Séoul</u>	Asie
22/01/2025	<u>Zone euro – Première baisse du taux d'épargne depuis un an et demi</u>	Zone euro
21/01/2025	<u>Brésil – L'ombre du déséquilibre fiscal plane sur une économie en forte croissance</u>	Amérique latine
20/01/2025	<u>France – L'activité devrait rester stable fin 2024, tandis que l'inflation a fortement ralenti en 2024</u>	France
17/01/2025	<u>Monde – L'actualité de la semaine</u>	Monde
17/01/2025	<u>Espagne – Scénario 2025-2026 : la croissance garde le pas</u>	Zone euro
16/01/2025	<u>Trump et la peur, ou la nouvelle alliance du mercantilisme et de la géopolitique</u>	Géopolitique
16/01/2025	<u>L'Arabie Saoudite face à sa démographie : défi ou aubaine?</u>	Moyen-Orient
15/01/2025	<u>Argentine – Des progrès mais il semble raisonnable d'attendre</u>	Amérique latine
14/01/2025	<u>France – Nouvel effritement de la confiance des ménages</u>	France
14/01/2025	<u>Fintech Outlook   Bilan 2024 – La bonne année ?</u>	Fintech
10/01/2025	<u>Monde – L'actualité de la semaine</u>	Monde
08/01/2025	<u>Mexique – Budget 2025, « raisonnable » mais réaliste ?</u>	Amérique latine
02/01/2025	<u>Royaume-Uni – L'inflation remonte et les perspectives à court terme restent entourées de risques haussiers</u>	Royaume-Uni
22/12/2024	<u>France – Que doit-on retenir des dernières prévisions de la Banque de France et de l'Insee ?</u>	France
20/12/2024	<u>Monde – Scénario 2025-2026 : un scénario conditionnel, plus que jamais</u>	Monde
20/12/2024	<u>Monde – L'actualité de la semaine</u>	Monde
19/12/2024	<u>Indonésie – Prabowo Subianto débute son mandat dans un contexte économique favorable</u>	Asie
17/12/2024	<u>Roumanie – L'annulation de l'élection présidentielle laisse poindre la crise politique</u>	PECO
17/12/2024	<u>France – Quand l'incertitude politique pèse sur la croissance</u>	France
13/12/2024	<u>Monde – L'actualité de la semaine</u>	Monde
13/12/2024	<u>Thaïlande – Un rebond timide de la croissance</u>	Asie
12/12/2024	<u>Immobilier résidentiel – Des signes de stabilisation du marché au troisième trimestre 2024</u>	Immobilier
12/12/2024	<u>En Corée du Sud, après l'échec de son coup de force, le président Yoon échappe à la destitution</u>	Asie
12/12/2024	<u>Royaume-Uni : Le secteur privé fait grise mine après les annonces du budget du 30 octobre</u>	Royaume-Uni

**Crédit Agricole S.A. — Direction des Études Économiques**

12 place des États-Unis – 92127 Montrouge Cedex

**Directeur de la Publication** : Isabelle Job-Bazille

**Rédacteur en chef** : Armelle Sarda

**Documentation** : Elisabeth Serreau – **Statistiques** : DataLab ECO

**Secrétariat de rédaction** : Victor Moulin

Contact : [publication.eco@credit-agricole-sa.fr](mailto:publication.eco@credit-agricole-sa.fr)

Consultez les **Études Économiques** et abonnez-vous gratuitement à nos publications sur :

**Internet** : <https://etudes-economiques.credit-agricole.com/>

**iPad** : application **Études ECO** disponible sur App store

**Android** : application **Études ECO** disponible sur Google Play

*Cette publication reflète l'opinion de Crédit Agricole S.A. à la date de sa publication, sauf mention contraire (contributeurs extérieurs). Cette opinion est susceptible d'être modifiée à tout moment sans notification. Elle est réalisée à titre purement informatif. Ni l'information contenue, ni les analyses qui y sont exprimées ne constituent en aucune façon une offre de vente ou une sollicitation commerciale et ne sauraient engager la responsabilité du Crédit Agricole S.A. ou de l'une de ses filiales ou d'une Caisse Régionale. Crédit Agricole S.A. ne garantit ni l'exactitude, ni l'exhaustivité de ces opinions comme des sources d'informations à partir desquelles elles ont été obtenues, bien que ces sources d'informations soient réputées fiables. Ni Crédit Agricole S.A., ni une de ses filiales ou une Caisse Régionale, ne sauraient donc engager sa responsabilité au titre de la divulgation ou de l'utilisation des informations contenues dans cette publication.*